



# Bulletin de StreetNet

No. 20 Novembre, 2010

## Faire connaissance avec le nouveau Président de StreetNet

**Oscar Silva, Secrétaire Général du Syndicat des vendeurs de rue de la République de l'Argentine (SIVARA) a été élu Président de StreetNet au 3ème Congrès au Bénin en Août 2010.**

*Depuis quand vous êtes vendeur de rue membre actif du syndicat?* J'ai commencé à vendre sur la rue quand j'avais 19 ans lorsque je me suis rendu compte que ma carrière de cinéaste n'allait pas très loin! J'ai été emprisonné plusieurs fois parce que j'étais vendeur de rue. Là, j'ai rencontré d'autres vendeurs de rue et nous avons commencé à discuter sur ce que nous pourrions faire. Ramon Salvador Montiel nous a motivés tous, en disant que nous étions des travailleurs et ne devrions pas être traités comme des criminels. Nous avons donc décidé de fonder SIVARA et je suis devenu le premier Secrétaire Général chargé de la jeunesse. Je suis père de six enfants et l'un d'entre eux est également vendeur et a été élu Secrétaire à l'action sociale, responsable chargé de l'assistance médicale aux membres.

*Quelles sont les principales revendications de SIVARA?* Sivara a été fermé par la dictature militaire et c'était un moment difficile avec beaucoup de persécutions. Plusieurs vendeurs ont été emprisonnés. En 1983, nous avons réussi à rétablir SIVARA et nous avons organisé une lutte de masse pour obtenir l'abrogation de la loi qui a classé les vendeurs de rue comme «vagabonds et personnes qui vivaient mal». Nous avons dû payer les dettes institutionnelles qui se sont accumulées sous la

dictature, pour devenir une organisation respectée et viable. Depuis 1983, j'ai été élu Secrétaire Général sept fois par le vote direct des affiliés. Nos principales revendications consistent à atteindre les conditions de travail dignes ainsi que les conditions sociales pour les vendeurs de rue à travers le pays.

*Pourquoi vous êtes-vous porté candidat à la Présidence de StreetNet et qu'espérez-vous réaliser pour StreetNet?* Je me suis présenté aux élections à la demande d'autres affiliés j'ai accepté avec honneur car je pense que StreetNet est l'instrument idéal pour réaliser les revendications des vendeurs de rue à travers le monde. StreetNet doit obtenir une plus grande visibilité de son travail, pour que les organisations des vendeurs puissent s'en rendre compte et participer dans ses luttes et se sentir qu'ils font partie de StreetNet et décider de s'affilier.



Oscar Silva a été élu Président de StreetNet

Photo: StreetNet

Je crois beaucoup au le slogan de StreetNet: "Rien pour nous sans nous". StreetNet doit participer aux discussions sur les propositions de lois qui peuvent améliorer la protection et les droits des vendeurs. StreetNet doit aussi aider les affiliés à atteindre l'autosuffisance économique. L'un de mes objectifs personnels est de s'assurer que les dirigeants régionaux reçoivent suffisamment de formation afin qu'ils soient bien informés et capables de représenter les intérêts du secteur et créer des forums pour le dialogue social avec les autorités gouvernementales. De cette façon, la réputation

de StreetNet avec les gouvernements sera renforcée. Et StreetNet doit toujours travailler pour mettre fin à la discrimination et dénoncer des actes d'injustice contre les vendeurs de rue, y compris les enfants, les femmes et les personnes âgées.

**Quels changements aimeriez-vous voir dans les communications de StreetNet?** Je pense que la qualité de l'impression du bulletin de StreetNet devrait être améliorée et il doit être en couleur pour qu'il soit plus attrayant et intéressant au lecteur. Le bulletin devrait contenir des informations sur les organisations des vendeurs de tous les continents, des informations sur les meilleures pratiques sur le dialogue social et la participation de StreetNet à

des événements internationaux. Le site web de StreetNet doit être plus dynamique, de sorte qu'il puisse devenir un site qui est constamment consulté par les organisations des vendeurs, les universitaires, les journalistes et les responsables gouvernementaux.

**Que voudriez-vous ajouter pour les lecteurs du bulletin de StreetNet?** J'espère que nous pouvons tous participer activement au travail de StreetNet afin que nous puissions avoir l'énergie nécessaire pour obtenir la reconnaissance juridique et sociale et mettre fin à la situation de la pauvreté, la marginalisation et le manque de protection sociale.



**Les délégués de StreetNet au Congrès International participent aux commissions du Congrès Photo: StreetNet**

**Editeurs:** Asha Moodley, Lou Haysom  
**Arrangeuse:** Lou Haysom  
**StreetNet International**  
**1008 Salmon Grove Chambers**  
**407 Anton Lembede Street**  
**Durban 4001, South Africa.**  
**Telephone (27) 31 3074038 Fax (27) 31 306 7490**  
**e-mail address - [info@streetnet.org.za](mailto:info@streetnet.org.za)**  
**Website <http://www.streetnet.org.za>**

#### **COLLABORATEURS**

**Editeur invité:** Nora Wintour  
**Les affiliés:** UPTA, Spain; ASSOVACO, DR Congo; SVP, USA; FOTSSIEH, Honduras; FUTRAND, Venezuela; FEDEVAL, Peru  
**Bureau de StreetNet:** Pat Horn; Gaby Bikombo.  
**La campagne WCCA:** Nora Wintour, Arbind Singh  
**Organisateurs de StreetNet:** Sibailly Douhoure, Mónica Garzaro.

#### ***Dans ce Numéro***

<b>Connaître le nouveau Président de StreetNet</b>	<b>Page 1</b>
<b>Une nouvelle équipe élue au Congrès</b>	<b>Page 3</b>
<b>"S'engager dans une vitesse supérieure": Rapport de la Coordinatrice Internationale</b>	<b>Page 4</b>
<b>Les Commissions du Congrès</b>	<b>Page 4</b>
<b>Résolutions du Congrès</b>	<b>Page 4</b>
<b>Résolution du Congrès de StreetNet sur l'Economie Sociale et Solidaire</b>	<b>Page 5</b>
<b>Réunion Africaine des collecteurs de déchets et des travailleurs du recyclage</b>	<b>Page 5</b>
<b>La campagne - Villes de Classe Mondiale pour Tous et les Jeux de Commonwealth</b>	<b>Page 7</b>
<b>ASSOVACO organise les femmes débardeuses au Sud-Kivu</b>	<b>Page 8</b>
<b>L'évaluation de 5 ans du programme de StreetNet-SATUCC</b>	<b>Page 8</b>
<b>Formation des Dirigeants de StreetNet Ghana Alliance, 19 – 26 Septembre 2010</b>	<b>Page 9</b>
<b>Victoire dans les rues de New York</b>	<b>Page 10</b>
<b>Visite sur terrain en Afrique de l'Est, du 13 au 26 Octobre 2010</b>	<b>Page 11</b>
<b>Campagne pour un Nouveau Manifeste</b>	<b>Page 11</b>
<b>Cuba passe une nouvelle loi sur les travailleurs autonomes</b>	<b>Page 12</b>
<b>Nouvelles en bref</b>	<b>Page 12</b>

## **Une nouvelle équipe élue au Congrès**

StreetNet International a organisé son troisième Congrès du 10 au 12 Août 2010 à Cotonou, au Bénin. Soixante dix-huit délégués provenant de 33 des 35 affiliés, essentiellement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, représentant un nombre d'adhérents cotisant de 353 988, se sont réunis pendant trois jours pour tracer la voie à suivre dans l'effort continu de renforcer l'organisation en tant qu'un mouvement international des travailleurs de l'économie informelle.

La Commission électorale était composée d'un groupe des leaders syndicaux impartiaux, expérimentés et respectés: Kamissa Dembele, Zakari Ibrahima et Zingan Alihonou. Après un processus électoral exhaustif, le nouveau Conseil International composé de 15 personnes a été élu le 11 Août 2010. Neuf de ses membres sont des femmes. Le Conseil International est composé de:

### **Le Conseil International est composé de:**

**Président:: Oscar Silva, SIVARA Argentine**

**Vice-présidente: Anastasie Maswamba, LDFC Rép. Dém. du Congo**

**Secrétaire:: Shikha Joshi, NASVI / SEWA Inde**

**Trésorière: Beauty Mugijima, ZCIEA Zimbabwe**

### **Les 11 autres membres (6 femmes) sont les suivants:**

**Juliana Brown Afari: StreetNet Ghana Alliance**

**Elvis Chisala Nkandu Lusaka: AZIEA Zambie**  
**Fandy Clarisse Gnahoui: USYNVEPID, Bénin**

**Mamadou Fall: SUDEMS Sénégal**

**Sandra Yanes Florez Jimenez: CTCP Nicaragua**

**Madeleine Tounkara: CNTG Guinée**

**Fundile Jalile: ECSVA Afrique du Sud**

**Fatoumata Bintou Yafa: CNTS Sénégal**

**Narayan Prasad Neupane: NEST Népal**

**Dorothy Kenneth: KENASVIT Kenya**

**Souley Zeinabou: FENASEIN Niger**



**Les membres du Conseil International de StreetNet nouvellement élus au Congrès qui a eu lieu à Cotonou au Bénin du 10 au 12 août 2010**  
**Photo: StreetNet**

### "S'engager à une vitesse supérieure": Les Points saillants du Rapport de la Coordinatrice Internationale

Pat Horn a prononcé un discours-programme au Congrès exposant son point de vue sur les points forts et les défis auxquels font face StreetNet à la croisée des chemins:

#### Points forts:

- StreetNet continue à grandir et a établi des points focaux régionaux;
- Le travail d'organisation et de campagnes a été renforcé;
- La Campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous en Afrique du Sud et en Inde est en voie d'exécution et la campagne pour un Nouveau Manifeste va commencer si tôt;
- La reconnaissance de StreetNet International continue à augmenter, au Forum Social Mondial, au sein de Women in Informal Employment: Globalising and Organising (WIEGO) et à l'Organisation Internationale du Travail (OIT);
- StreetNet a la capacité de s'étendre en Europe de l'Est et dans les Caraïbes et s'attaquer aux nouveaux problèmes des travailleurs jeunes et handicapés.

#### Les Défis:

- StreetNet doit réaliser un impact plus visible sur les politiques urbaines et la planification du développement;



**Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet**  
Photo: StreetNet

- Le travail de StreetNet sur l'application pratique des normes du travail doit être renforcée;
- StreetNet doit se pencher sur la question du déséquilibre de classes parmi les dirigeants et un regard franc sur les pratiques de leadership;
- StreetNet doit trouver des voies d'internationaliser et de consolider la lutte sur la moralité et l'éthique.

#### Les Commissions du Congrès

1. Le changement climatique, ses effets sur les travailleurs dans l'économie informelle, et la contribution du secteur de recyclage informel des déchets pour aider à résoudre les conditions créées par le changement climatique;
2. Les villes inclusives et l'inclusion des travailleurs de l'économie informelle dans le développement de la politique urbaine et la budgétisation participative;
3. La mondialisation et son impact sur les travailleurs dans l'économie informelle;
4. Le Commerce mondial et ses effets sur les travailleurs dans l'économie informelle;
5. Les relations de classe et d'emploi aux lieux de travail de l'économie informelle;
6. Les Campagnes de StreetNet Internationales de StreetNet, y compris la Campagne pour un nouveau manifeste des vendeurs de rue et celle appelée Villes de Classe Mondiale pour Tous qui a été menée en Afrique du Sud en préparation de la Coupe du Monde de FIFA 2010 et la campagne en Inde en rapport avec les Jeux de Commonwealth à Delhi en Octobre 2010.

#### Résolutions

Le Congrès a adopté les résolutions suivantes:

1. Mise en place d'une Commission de réforme constitutionnelle afin d'examiner comment renforcer la démocratie interne de l'organisation, promouvoir la participation des jeunes travailleurs dans les structures de prise de décision de StreetNet et élaborer les dispositions qui vont faciliter l'équilibre régional;
2. Mise en place d'un sous-comité de collecte de fonds chargé d'examiner un certain nombre d'idées capables d'aider StreetNet à devenir viable financièrement, y compris une proposition de créer une fondation pour gérer les activités génératrices de revenus;
3. La résolution sur l'Economie Sociale et Solidaire est un nouveau regard sur comment faire les affaires avec le but de promouvoir la cohésion sociale, la stabilité économique et le développement durable (voir page 5).

## **Résolution du Congrès de StreetNet sur l'Economie Sociale et Solidaire - les Points saillants**

Dans la plupart des pays en développement, le nombre de travailleurs dans l'économie informelle est en augmentation en raison des politiques mondiales néolibérales imposées depuis des décennies. Entre 30% -70% de la population active travaille actuellement de manière informelle dans les micro et petites entreprises, principalement à caractère familial, au point où il est maintenant reconnu comme un nouveau phénomène économique, appelé économie sociale et solidaire.

L'économie sociale et solidaire est régie par des principes et des valeurs de responsabilité sociale, l'esprit d'entreprise et la solidarité, principes vitaux pour le développement de la citoyenneté économique et la démocratie. Ces principes et valeurs sont compatibles avec les objectifs du travail décent, égalité des genres et l'égalité des chances pour les groupes vulnérables.

Le Congrès de StreetNet a décidé de:

(1) Promouvoir le concept de l'économie sociale

et solidaire comme une approche différente de faire les affaires, qui vise non seulement à obtenir des rendements financiers, mais qui est aussi bénéfique à la société dans son ensemble.

(2) Exercer des pressions aux Etats pour qu'ils puissent adopter des lois et des politiques visant à promouvoir l'économie sociale et solidaire, en particulier à travers l'accès au crédit, des avantages fiscaux, et des programmes d'assistance technique.

(3) Promouvoir l'adoption des programmes de l'Etat pour soutenir les membres de l'économie sociale et solidaire et renforcer le rôle des communautés locales, et ainsi promouvoir la compétitivité des capacités locales en matière d'innovation.

(4) Développer la recherche et les programmes pratiques visant à promouvoir de nouveaux modèles basés sur l'économie sociale et solidaire et mettre en place des instruments qui vont qualitativement et quantitativement mesurer son impact sur la croissance en général.

## **Séminaire de formation de Bureau Internationale du Travail (BIT) sur l'Economie Sociale et Solidaire**



**Nora Wintour, Coordinatrice de Campagnes de StreetNet, était à la tête d'une délégation des affiliés représentants de StreetNet en provenance de Bangladesh (Farida Khanom) et du Nicaragua (Manuel Reyes) pour participer à une formation sur l'Economie Sociale et Solidaire au Centre de Formation du BIT à Turin du 25 au 29 Octobre, où ils ont présenté la nouvelle politique de StreetNet sur l'économie Sociale et Solidaire, adoptée par le Congrès (voir ci-dessus)**

**Photo: StreetNet**

## **UPTA, premier affilié de StreetNet en Europe basé en Espagne!**

StreetNet est ravi d'accueillir l'Union des Travailleurs Professionnels et Autonomes (UPTA) en tant que nouveau membre, son premier affilié Européen! UPTA est une organisation nationale dont les membres sont des travailleurs indépendants ou autonomes comme on les appelle en Espagne. UPTA a été créée il ya 10 ans parce qu'avant il n'y avait aucune organisation nationale qui pouvait représenter les intérêts du nombre croissant de travailleurs indépendants.

En Espagne il ya plus de 3 millions de travailleurs indépendants et environ 10% d'entre eux sont affiliés à UPTA. Environ 35% des affiliés d'UPTA sont des femmes. Une grande proportion des travailleurs indépendants sont des jeunes et UPTA a réussi à obtenir un système de points bonus dans le système de sécurité sociale afin de faciliter leur entrée et d'autres avantages.

Les travailleurs autonomes comprennent les vendeurs de rue et de marché, les travailleurs de la construction, de l'hôtellerie et de transports ainsi que, dans une moindre mesure, les professions libérales. UPTA est un acteur majeur dans la transformation des travailleurs informels en travailleurs autonomes à travers l'adoption d'un nouveau statut pour le travail autonome, qui est la loi qui détermine les droits et obligations des travailleurs.

Le Statut a été adopté en 2007 et assure la sécurité professionnelle, le droit d'association, les droits sociaux, la santé au travail et des mesures préventives de sécurité, l'accès aux services de santé ainsi que les obligations en ce qui concerne le taxe sur le revenu. À cause du travail d'UPTA, la situation des travailleurs informels est devenue partie intégrante de l'agenda politique du comté. UPTA est désormais totalement intégré dans le mouvement syndical du pays et reconnu par les fédérations des employeurs.

UPTA assure également des services tels que la formation et des conseils sur des questions allant des problèmes professionnels, la fiscalité et la comptabilité, les questions juridiques, l'assistance aux travailleurs migrants, dont la majorité vient d'Amérique latine et de l'Union Européenne, et des programmes spéciaux sur le genre et les jeunes travailleurs. UPTA offre également un soutien aux membres sur l'élaboration du business plan, études de faisabilité et accès aux crédits bancaires grâce aux initiatives du gouvernement ou des Banques Provinciales d'Épargne.

"L'une des raisons de notre affiliation à StreetNet c'est que nous nous sommes rendu compte que

nous avons une situation relativement privilégiée comparativement avec beaucoup d'autres pays et nous souhaitons partager notre savoir faire et expériences avec d'autres organisations dans le monde entier", a expliqué Cesar Garcia, Secrétaire pour les politiques sectorielles d'UPTA.

Si vous avez des questions ou si vous voulez en savoir plus sur le travail d'UPTA, prière de contacter Cesar Garcia, Secrétaire à la politique sectorielle, UPTA Espagne à [dptsectorial@upta.es](mailto:dptsectorial@upta.es)



**Secrétaire à la politique sectorielle, UPTA Espagne  
Cesar Garcia** **Photo: StreetNet**

## **Réunion Africaine des collecteurs de déchets et des travailleurs du recyclage**

Un séminaire d'une semaine et couronnée de succès a eu lieu à Saly, au Sénégal, du 20 - 25 Septembre, avec les affiliés africains de StreetNet qui ont aidé les collecteurs de déchets et les travailleurs informels du recyclage à s'organiser collectivement.

Les représentants des mouvements organisés des collecteurs de déchets du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et de l'Inde y ont également participé et partagé leurs expériences.

Ce fut une expérience positive de solidarité active entre les deux secteurs, celle des vendeurs de rue et des collecteurs de déchets, et un programme commun d'activités a été identifié pour le Forum Social Mondial à Dakar en Février 2011.

## **Très occupé à nettoyer les rues de ses vendeurs afin de compléter l'infrastructure pour les jeux de Commonwealth**

A l'occasion de l'ouverture des Jeux de Commonwealth, le 3 Octobre, le coordinateur national de l'Association Nationale des Vendeurs de Rue de l'Inde (NASVI), Arbind Singh a déclaré:

"Les Jeux de Commonwealth ont été la cause d'une attaque intensifiée contre les vendeurs de rue, avec des expulsions et le harcèlement des vendeurs, des mendiants de la rue et des habitants des bidonvilles du centre de New Delhi et à proximité des terrains de sport. Le gouvernement de l'Inde a essayé de prétendre que les pauvres n'existent pas dans New Delhi. Il ya au moins 350 000 vendeurs de rue à New Delhi. Comment pouvez-vous les faire disparaître de la rue? Quelle est la raison d'être d'essayer de faire croire que la ville est entièrement composée des riches et de la classe moyenne."

Le Gouvernement de l'Inde a adopté une Politique nationale sur la vente urbaine en 2009 qui est une politique progressive prévoyant la réglementation et l'autorisation des vendeurs de rue ainsi que la création de comités urbains des vendeurs. La législation prévoit également des dispositions pour les plans de sécurité sociale pour les vendeurs de rue.

A New Delhi, cette loi a déjà été adoptée comme loi Fédérale. Cependant, malgré l'existence de cette loi sur la vente informelle, de nombreux marchés et sites de vente ont été fermés par force. En Juin 2010, le Commissaire Municipal a émis un avertissement général, affirmant que tous les vendeurs seront expulsés avant le début des Jeux de Commonwealth.

NASVI a écrit au Gouvernement et au Secrétariat de Commonwealth le 16 Juin 2010, exprimant sa préoccupation sur la situation des vendeurs de rue. NASVI a écrit au Gouvernement et au Secrétariat de Commonwealth le 16 Juin 2010, exprimant sa préoccupation sur la situation des vendeurs de rue.

### **La Campagne sur les Villes de Classe Mondiale pour Tous au Brésil**

La campagne est maintenant en train d'être mise en place au Brésil et il ya des discussions en cours avec CUT-Bราซิล et Women in Informal Employment: Globalising and Organising (WIEGO) sur une recherche initiale et le programme d'organiser dans certains des 12 villes hôtes.



et appelant les organisateurs des Jeux de Commonwealth et le Gouvernement de l'Inde d'utiliser la législation en vigueur pour créer des comités des vendeurs et mettre en place des solutions politiques avant les Jeux. Ela Bhatt, fondatrice de la célèbre Self-Employed Women's Association et membre de la Fondation des Aînés, a également écrit au premier ministre de l'Inde, Shri Manmohan Singh, le 7 Août 2010, condamnant les expulsions et exigeant que les vendeurs soient intégrés dans la planification des Jeux.

"Pendant la Coupe du Monde en Afrique du Sud, les vendeurs de rue ont clairement perdu car ils ont été exclus et chassés de sites de vente. La même approche est en cours à New Delhi. Espérons que, lorsque la Coupe du monde arrive au Brésil, les pauvres urbains ne vont pas aussi vivre dans la crainte pour leur subsistance, mais ont auront quelque chose à célébrer en fin de compte!", a conclu Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International.



**Les vendeurs de rue de Delhi exigent l'arrêt des politiques anti-vendeurs Photo: StreetNet**

## **ASSOVACO organise les femmes débardeuses au Sud-Kivu**

Magorwa est une débardeuse transfrontalière basée à Uvira, au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo. Elle est appelée "mbakazi", une débardeuse sans capital pour acheter ses propres marchandises. Mbakazi signifie "donne-moi du travail". En fait, les débardeurs travaillent pour les commerçants informels, mais sans salaire. La tâche de Magorwa est de transporter des marchandises appartenant à des riches commerçants informels à travers la frontière vers Bujumbura, la capitale du Burundi, qui est à 30 kilomètres.

Dans la matinée, Magorwa traverse la frontière avec son colis, risquant le harcèlement de la police des frontières et d'autres qui parfois lui font payer un pot de vin. Elle confie ce colis à un commerçant informel au Burundi, qui ne lui paie que pour les marchandises reçues. Tout ce qui est perdu sur la route est considéré comme sa responsabilité. Lorsqu'il y a plusieurs barrières de police au Burundi, après avoir traversé la frontière, elle partage son colis en trois ou plusieurs petit colis, et elle paie ces autres porteuses afin de répartir le risque. Aux mauvais jours, la police du Burundi confisque tous ses biens et elle doit retourner à la maison mains bredouilles, même si elle doit encore payer son fournisseur. Elle a 53 ans, mère et seule responsable de ses huit enfants. Elle travaille pendant 18 heures par jour. Son colis peut peser jusqu'à 20 kilos. La plupart du temps, elle gagne environ 5 dollars par jour. Il y a quatre ans depuis qu'elle a commencé à travailler comme débardeuse, quand son mari l'a quittée pour chercher du travail en Afrique du Sud. Elle n'a pas de ses nouvelles depuis.

Magorwa est membre de l'Organisation des Femmes sans Soutien (OFES), qui est affiliée à ASSO-VACO, l'affilié de StreetNet au Kivu. OFES et ASSO-VACO organisent les femmes débardeuses transfrontalières afin de négocier de meilleurs termes et conditions de travail avec les commerçants informels et dénoncer le harcèlement et la corruption des autorités. OFES a également contribué à la mise en place de coopératives de microcrédit, qui sont des mutuelles de solidarité auxquelles chaque membre accepte de payer une certaine somme à un certain moment et quand il y a des fonds suffisants,

ils donnent des prêts aux membres à faible taux d'intérêt. A Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, les débardeurs traversent la rivière Ruzizi avec les marchandises jusqu'à Cyangugu au Rwanda. Les commerçants informels dans les deux villes utilisent les femmes en sous-traitance pour le transport de leurs marchandises. Elles sont appelées "musimamo". Un commerçant peut sous-traiter jusqu'à 50 femmes pour éviter de payer des taxes douanières à la frontière. La concurrence est féroce pour ces emplois même si les rendements sont minimes et les risques élevés. Jacqueline Kasunzu, président d'ASSOVACO, a visité la région le 11 août pour discuter des nombreux problèmes qu'affrontent les femmes.



**Les transporteurs manuels au Kivu se réunissent pour organiser pour arrêter la corruption des agents frontaliers et pour leurs droits économiques**  
Photo: StreetNet

A l'occasion de la Journée du travail décent, le 7 Octobre, StreetNet International a publié un communiqué de presse et a utilisé l'exemple des débardeurs du Sud-Kivu comme l'un des défis auxquels sont confrontés les travailleurs de l'économie informelle. "Organiser les commerçants et transporteurs transfrontaliers informels afin qu'ils puissent faire entendre leur

voix et obtenir la représentation est une priorité majeure", a expliqué Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet. "Nous devons avoir besoin de comprendre la chaîne de sous-traitance et l'interdépendance économique entre les travailleurs de l'économie formelle et ceux de l'économie informelle. Le travail décent pour les travailleurs de l'économie informelle, dont la grande majorité sont des femmes, est essentielle pour le développement durable", a-t-elle ajouté.

### **L'évaluation de 5 ans du programme de StreetNet-SATUCC**

En mi-Octobre 2010, le Southern African Trade Union Coordinating Committee (SATUCC) va organiser une évaluation à mi-parcours d'un programme de cinq ans de StreetNet-SATUCC sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle dans les pays de la Southern African Development Community (SADC) à Gaborone, Botswana. Les affiliés de StreetNet et de SATUCC dans la région de la SADC, en Afrique de l'Est et les représentants de Ghana TUC et du Nigeria Labour Congress (NLC) vont y participer.

## **Formation des Dirigeants de StreetNet Ghana Alliance, 19 – 26 Septembre 2010**

**Par Sibailly Douhoure, organisateur pour l'Asie, l'Afrique Centrale et de l'Ouest**

La StreetNet Ghana Alliance est une alliance de cinq organisations des vendeurs d'Accra (Makola Market, Kantamanto, Ga-East) et le marché de Takoradi. Le Comité de coordination est composé de trois membres, dont Juliana Afari-Brown, qui est membre du Conseil International de StreetNet. Ma visite au Ghana a commencé par une réunion avec StreetNet Ghana Alliance. Elle a été suivie par une réunion avec le Secrétaire Général de Ghana Trade Union Congress (TUC) Koffi Assamoah, qui a expliqué les activités du Département de l'économie informelle.

Du 22 au 25 Septembre, une série de réunions ont eu lieu avec les travailleurs des trois marchés d'Accra. Les principales questions posées par les membres sur les conditions de travail concernaient notamment le manque d'espaces de vente, le manque de crédit, le manque d'installations de stockage dans les marchés, pas de couverture de sécurité sociale et les longues distances entre le travail et la maison. En ce qui concerne l'organisation, ils ont soulevé les problèmes liés à l'insuffisance des campagnes de recrutement des nouveaux membres, l'absence d'un bureau de la coordination de

l'Alliance, la nécessité des programmes de formation et d'information des membres sur les activités de StreetNet International.

Le 23 et 24 Septembre, un séminaire de formation en leadership a eu lieu à l'Institut pour l'Etude du Gouvernement Local (ILGS) à Accra. Il y avait 26 participants, dont 19 femmes. Certains participants sont venus de l'organisation nationale des vendeurs des tomates au Ghana. Les discussions ont porté sur la formation en assurance de soi, le réseautage, le lobbying, la négociation avec les autorités locales, le travail des médias et l'art oratoire. Les femmes qui ont participé à un séminaire similaire en 2009 ont expliqué comment la formation les a aidées à devenir plus sûres d'elles-mêmes quand elles doivent parler en public et la façon de discuter avec les autorités gouvernementales, sans crainte.

Le 22 Septembre, il s'est tenue une réunion avec Dorcas Ansah du programme Ghana Research and Advocacy, une organisation qui a collaboré avec Women in Informal Employment: Globalising and Organising (WIEGO), qui a exprimé sa volonté d'aider avec les programmes de StreetNet au Ghana. Nous nous sommes également réunis avec Dr. Esther Ofei-Oboagyé, Directrice de ILGS qui a également exprimé sa volonté de continuer à collaborer avec StreetNet et StreetNet Ghana Alliance, sur des questions telles que les négociations et le leadership des femmes. Dr Ofei-Oboagyé est également responsable de la commission égalité entre les sexes au Ghana.



**Les membres de StreetNet Ghana Alliance à l'atelier de formation des dirigeants, le 23 et le 24 Septembre, 2010**  
**Photo: StreetNet**

## Victoire dans les rues de New York

Par Ali Issa, Street Vendor Project - Urban Justice

Parmi mes nombreuses tâches en tant qu'organisateur de l'affilié de StreetNet, Street Vendor Project - Urban Justice à New York, il ya peu de plus satisfaisant que d'aider les vendeurs à reprendre l'espace public. Ceci est nécessaire quand la police, les propriétaires d'immeubles ou d'autres autorités forcent les vendeurs à quitter les sites déjà limités sur les trottoirs publics de New York. Parfois, ils noient les vendeurs avec des tickets, ou les menacent d'arrestation pour les forcer à quitter. D'autres fois, des groupes de sécurité privés harcèlent les vendeurs à la demande des propriétaires d'entreprises ou des résidents anti-vendeurs.

Notre stratégie dans ce type de cas peut être mieux résumé comme: «affronter et dénoncer". Tout d'abord, nous confirmons que le site est légal et que le vendeur suit tous les règlements en vigueur (taille de la table / distance par rapport au feu de signalisation/traversée pour piétons, etc.) Ensuite, nous demandons à certains de nos dirigeants vendeurs de se joindre à nous dans la visite du site du conflit. Dans la plupart des cas le vendeur aura déjà contacté la police ou les propriétaires, mais a été ignoré. Nous essayons de filmer et d'enregistrer un exemple de ces échanges qui sera utilisée ultérieurement. La prochaine étape est de voir si les autorités agiront de la même manière lorsque plusieurs vendeurs viennent soutenir celui qui est forcé de déguerpir. Ce que nous enregistrons secrètement aussi (parfois en faisant semblant d'être des touristes ou en se cachant derrière un arbre!)

Enfin, si tout cela échoue, nous les membres du personnel de Street Vendor Project descendons avec nos caméras et des avocats et affichons notre capacité totale. C'est souvent une grande surprise pour quiconque est en train de bousculer le vendeur, et le plus souvent ça réussit. Quand les conflits ont continué à un endroit donné, nous avons utilisé la vidéo et l'audio pour embarrasser un commissariat ou un agent de police afin qu'ils puissent faire marche arrière, à l'instar de cette vidéo tournée à Flatbush, Brooklyn en 2009: [http://www.youtube.com/watch?v=Se1zJ\\_IgA1g&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=Se1zJ_IgA1g&feature=player_embedded).

Notre victoire la plus récente de ce genre s'est produite sur le Upper East Side de Manhattan, où plusieurs riches New-Yorkais résident. En hiver 2009-2010 un bâtiment dans ce quartier a installé des grands pots de fleurs à l'endroit où un vendeur de fruits travaillait depuis cinq ans, dans l'espoir de l'éloigner du quartier. Le vendeur, Mijandur Rahman, originaire de Bangladesh, était membre de Street Vendor Project, et quand il nous a décrit son problème et son désir de ne pas se laisser faire, nous sommes passés à l'action. Dans ce cas, nous avons constaté que le bâtiment n'avait pas obtenu les permis requis pour les pots de fleurs. Nous

avons donc décidé, d'enlever les pots des fleurs nous-mêmes, et attendu d'affronter la police après que le propriétaire du bâtiment l'ait appelé. Nous avons informé notre plan à la sécurité, puis les avons poussés et déplacés jusqu'à trois pieds sur le côté, permettant à Mr. Rahman à mettre en place son stand de fruits, où il a toujours été. Effectivement la police est arrivée quelques minutes plus tard. Elle a pris environ 20 minutes pour enquêter, et pendant que cela se passait, les passants ont immédiatement commencé à acheter des fruits. Ils aimaient ce Monsieur! En fin de compte, lorsque le bâtiment ne pouvait pas démontrer que les pots étaient légaux, la police a quitté, laissant Mr. Rahman travailler à sa place récupérée. Victoire!



**Les membres de Street Vendor Project en train de déplacer les pots à plantes en question pour permettre au vendeur de fruits Mijandur Rahman de poursuivre ses activités de vente** Photo: SVP



**Les membres de Street Vendor Project au stand récupéré de Mijandur Rahman** Photo: SVP

Bien qu'une action directe comme celle-ci est quelque chose dont vit un organisateur, nous comprenons qu'une grande partie de la raison pour laquelle il ya cette lutte pour l'espace, est d'abord que les entreprises ont fait pression pour limiter la vente de rue dans de vastes quartiers de la ville. Pendant que nous essayons de confronter ces grandes questions structurelles à travers la mobilisation politique, nous allons continuer à mener ces petites batailles, un trottoir à la fois.

## Visite sur terrain en Afrique de l'Est, du 13 au 26 Octobre 2010

Par Monica Garzaro Scott, Organisatrice de StreetNet pour L'Amérique Latine, l'Afrique Australe et de l'Est

Lors de ma visite sur terrain en Afrique de l'Est, pour visiter les affiliés de StreetNet que sont KENASVIT au Kenya, TUICO en Tanzanie et NUIEWO en Ouganda ; j'ai eu l'opportunité d'écouter des opinions différentes des organisations des vendeurs de rue et de marché, certaines autorités locales et quelques partenaires travaillant sur les questions liées au secteur de l'économie informelle.

J'ai d'abord visité KENASVIT, qui a préparé un programme très serré lors de ma visite. Je suis allé à Nakuru, où est basé leur bureau international et ai appris de tous les durs efforts qu'ils ont investis dans le renforcement de leur travail et dans les négociations avec les autorités locales. Ils ont atteint une plus grande répartition régionale et nationale, bien qu'il existe de nombreux défis organisationnels à Nairobi. Bien qu'ils ne possèdent pas encore un lien formel avec la centrale syndicale nationale, COTU, ils maintiennent de bonnes relations professionnelles avec plusieurs autres organisations qui les aident avec de nombreuses questions telles que la démocratie interne, le VIH / SIDA, la résolution des conflits, la collecte des données sur les vendeurs, etc. A Nakuru, ils entretiennent de bonnes relations avec la municipalité, mais il n'existe pas de forum de négociation établi et ils essaient d'obtenir un forum national où leurs besoins peuvent être entendus et obtenir l'aide nécessaire sur leurs problèmes.

Lors de la visite de TUICO, en Tanzanie, je me suis rendu compte qu'ils sont un syndicat fort avec des branches dans tout le pays qui contiennent des organisations des travailleurs de l'économie informelle dans leurs structures. TUICO assiste les vendeurs de rue et de marché avec le renforcement des capacités et l'accès au crédit, mais ils considèrent qu'il est difficile de travailler avec les vendeurs de rue comme ils n'ont pas de place de travail permanent. Par conséquent, il ya un grand nombre de vendeurs de rue qui ne bénéficient pas vraiment de leur assistance. Le gouvernement n'a pas une bonne compréhension des besoins et des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté et il ya beaucoup de préjugé à leur égard.

En Ouganda, avec le Président et le Secrétaire Général de NUIEWO, j'ai visité beaucoup de marchés et entendu les avis des vendeurs de marché et de rue.



**Le Secrétaire Général de KENASVIT, Simon Nasieku, à son stand** Photo: StreetNet

Ils sont très intéressés par l'accès aux microcrédits et les possibilités d'améliorer leurs affaires. J'ai été contente d'en savoir plus sur les cliniques VIH / SIDA qu'ils ont dans plusieurs marchés de Kampala, où les gens sont à mesure de se faire tester et obtenir l'accès au traitement.

Au cours de cette visite, j'ai eu l'impression que les autorités nationales et locales continuent de croire que l'économie informelle est un phénomène temporaire, alors que l'économie informelle ne cesse d'augmenter. Il est également intéressant de noter que, au moment de ma visite, l'ONU, les dirigeants du monde et la société civile se sont réunis à New York pour discuter des Objectifs du Millénaire d'ici 2015 et de la lutte mondiale contre la pauvreté et la faim. Je me demande comment est-il possible que les dirigeants qui, tout en essayant de réduire la pauvreté n'ont rien mentionné, (du moins publiquement au cours de cette semaine), en ce qui concerne les conditions des travailleurs dans l'économie informelle. Le cercle vicieux de la pauvreté se poursuivra dans ce secteur aussi longtemps que les vendeurs de rue et de marché font continuellement confrontés aux conditions de travail non protégés ou non réglementées, et le manque d'accès à l'éducation formelle, à la technologie appropriée, à une bonne infrastructure de transport, aux installations de stockage, à l'eau et l'électricité, à l'assainissement, etc. Nous devons renforcer la revendication aux gouvernements locaux de mettre en place des forums de négociation où les vendeurs peuvent contribuer à leurs propres solutions et mettre fin au harcèlement et à la discrimination auxquels ils sont confrontés.

## Campagne pour un Nouveau Manifeste

La campagne pour un Nouveau Manifeste commence à passer à l'action après la réunion initiale de la commission parallèle au 3e Congrès de StreetNet au Bénin. Tous les membres de la commission ont encore été contactés et il leur est demandé de prendre part à la phase initiale d'essai de l'enquête du Nouveau Manifeste. Il est prévu une enquête pilote dans quatre pays (deux Francophones et deux Anglophones) en Octobre et Novembre et d'envoyer le questionnaire révisé à tous les affiliés de StreetNet en Décembre. Prière de visiter le site web de StreetNet pour plus de détails!

## Cuba passe une nouvelle loi sur les travailleurs autonomes

Au moment même que le Cuba réduit le nombre des travailleurs du secteur public, il est en train d'ouvrir de nouvelles possibilités pour les travailleurs autonomes et redéfinit la production économique hors du secteur de l'Etat. Le 1er Août, un nouveau système qui légalise et taxe les travailleurs autonomes a été approuvé et prendra effet à partir d'Octobre prochain. Le ministère du Travail et de la Sécurité Sociale a approuvé 178 catégories de travail autonome, y compris les vendeurs de nourritures, les recycleurs des déchets, les vendeurs des produits agricoles sur chariot ou stand au bord de la route. L'an prochain, on envisage l'ouverture de nouvelles catégories de vente en détail ai si que la révision des prix pour les marchés de gros de certains produits, comme le savon, le cirage à chaussures, les colorants, les cordes et articles similaires. Les licences pour les petits restaurants seront élargies et la vente de produits alimentaires à base de pommes de terre, fruits de mer et viande sera permise. Les travailleurs autonomes peuvent désormais travailler à la maison ou dans des locaux loués.

Pendant que les restrictions sur la vente sont partiellement levées, il sera également possible de louer des chambres dans des maisons privées ou de louer des résidences et même des voitures, quand on voyage à l'étranger pour une courte durée.

Les travailleurs autonomes seront obligés de payer des taxes sur le revenu personnel et sur les ventes et doivent faire des contributions à la sécurité sociale, qui leur assurera des pensions de vieillesse, des allocations d'incapacité et la protection de la maternité. En même temps, il ya des discussions en cours sur la façon de faciliter les crédits bancaires de la Banque centrale de Cuba pour les travailleurs autonomes.

Le 1<sup>er</sup> Août, le Président Raul Castro a dit à l'Assemblée nationale que «l'objectif est de défendre, maintenir et continuer à améliorer le socialisme, et non pour le détruire».

### Le Staff au Secrétariat de StreetNet

Il ya eu deux changements au niveau du personnel du Secrétariat de StreetNet. Nous sommes désolés de perdre Lou Haysom qui a démissionné de son poste de chargé du site Web à la fin du mois de Juillet. Lou a travaillé pour StreetNet International à temps partiel depuis 2002 et elle sera beaucoup manquer aux autre membres du personnel et affiliés. Elle a travaillé avec Nora Wintour, Coordinatrice des campagnes de StreetNet sur le bulletin de Novembre et pourra continuer à travailler sur différents projets à l'avenir. Nous sommes en train de faire un recrutement pour son remplacement. Felicity Isaacs, l'administratrice financière a été gravement malade et elle sera absente du bureau pendant une période indéterminée. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement. Angélique Bryan a rejoint l'équipe en tant qu'administratrice financière provisoire pour trois mois.

## NOUVELLES EN BREF

### Campagne d'organisation en Amérique latine:

Le Président de StreetNet Oscar Silva et l'organisation point focal d'Amérique latine, CTCP au Nicaragua, travaillent sur un plan pour l'expansion de StreetNet en Amérique latine. Le 23 Novembre prochain, il y aura une réunion à cet effet initiale d'organisation à Buenos Aires.

### Pérou - Les élections du Maire de Lima:

FEDEVAL signale que les problèmes des vendeurs de rue et de marché sont prioritaires sur l'ordre du jour des partis politiques qui contestent les élections municipales le 3 Octobre. Manuel Sulca, Secrétaire Général de FEDEVAL a été proposé pour le poste de conseiller sur l'une des listes des partis politiques, ainsi que deux autres dirigeants de la centrale syndicale CUT Pérou. Bien que la candidate soutenue par CUT, Susana Villaran était la grande favorite pour le poste de Maire, les partis de droite ont déposé des milliers de plaintes pour l'empêcher à être déclarée élue. La commission électorale nationale n'a pas encore annoncé les résultats mais de toutes les façons, les vendeurs de rue sont clairement une force politique avec laquelle il faut compter à Lima!

### FUTRAND Venezuela dénonce des mesures pour limiter le commerce informel:

Le Secrétaire à l'organisation de FUTRAND, Vicente Carias, a écrit à StreetNet pour expliquer que dans la plupart des principales villes du Venezuela (Caracas, Barcelone, Mérida et Valencia), on empêche aux commerçants informels de vendre à la suite d'un nouveau décret gouvernemental qui les empêche de vendre pendant un ou deux jours par semaine. Depuis la mi-October, la police et autres autorités locales ont fermé les stands et confisqué des biens dans certaines villes. «Beaucoup de commerçants sont en colère contre ce décret qui cela signifie que leurs revenus sont sensiblement réduits», a déclaré Carlos Fuenmayor de FUTRAND.

### FOTSSIEH Honduras rejoint l'Amérique centrale dans sa campagne pour mettre fin aux pires formes de travail des enfants:

Le Réseau des travailleurs indépendants et de l'économie informelle en Amérique centrale (Red-SEICAP) a lancé une campagne pour mettre fin aux pires formes de travail des enfants (Convention OIT 182). Au Honduras, le plan est de former 50 leaders sur les droits de l'enfant et de lancer une campagne, à travers les médias, pour sensibiliser la population sur le travail des enfants et ses conséquences négatives. Ce projet est soutenu par la Fondation Intervida d'Espagne et la coordination régionale est basée au Nicaragua.

### Questionnaire d'évaluation annuel - avez-vous rempli votre formulaire?

Les affiliés de StreetNet continuent aussi à mettre en œuvre les activités des pays et les visites d'échange, et en Octobre et Novembre, ils sont invités à remplir le questionnaire d'évaluation annuelle. Lors de l'évaluation du personnel de fin d'année de 2010 et de la planification pour 2011, les membres du personnel vont étudier les réponses des affiliés et examiner leurs recommandations dans la planification détaillée et la mise à jour du plan d'action pour 2011.